

**SOUDAN**  
**Viol systématique des femmes et des  
jeunes filles**

Index AI : AFR 54/038/2004  
ÉFAI

Jeudi 15 avril 2004

**COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

*« Dans notre culture, c'est une honte ; les femmes cachent cela au fond de leur cœur pour que les hommes ne l'apprennent pas », une femme interviewée par Amnesty International.*

D'inquiétantes informations parviennent depuis plusieurs mois de la région du Darfour, dans l'ouest du Soudan ; elles font état du viol systématique de centaines de femmes par les milices armées des *Janjawid*, soutenues par le gouvernement ; ces informations illustrent la nécessité pour la communauté internationale d'accentuer sa pression sur le gouvernement. Le gouvernement soudanais doit prendre des mesures urgentes pour remédier à la crise humanitaire et relative aux droits humains dans le Darfour, a déclaré Amnesty International ce jeudi 15 avril 2004.

*« L'accord de cessez-le-feu du 8 avril est une mesure importante mais qui reste largement insuffisante, si le gouvernement n'accorde pas un accès immédiat aux agences humanitaires et aux observateurs internationaux chargés de veiller au respect des droits humains. Ceux-ci doivent comprendre dans leurs rangs des observateurs formés pour traiter des problèmes relatifs à la violence sexuelle.*

*« Nous avons reçu d'innombrables témoignages concernant des femmes violées par les milices Janjawid. Les effets à long terme de ces crimes sont visibles dans des pays comme le Rwanda, où beaucoup de femmes et d'enfants ont été traumatisés et sont aujourd'hui porteurs de maladies sexuellement transmissibles, notamment du virus du sida, après les viols systématiques qui se sont produits pendant le génocide il y a dix ans. Nous avons également reçu des informations non confirmées concernant l'enlèvement de nombreuses femmes et jeunes filles qui seraient utilisées comme esclaves sexuelles ou aides domestiques », a déclaré Amnesty International.*

Des villages ont été attaqués dans la région de Tawila, entre le 27 et le 29 février 2004. Des résidents ainsi que des travailleurs humanitaires extérieurs au village, notamment des personnels des Nations unies, ont fait état du viol systématique des femmes et des enfants des écoles. Mukesh Kapila, ancien coordonnateur humanitaire pour le Soudan, a déclaré : *« Toutes les maisons, ainsi qu'un marché et un centre de santé ont été totalement pillés ; le marché a été incendié. Plus d'une centaine de femmes ont été violées, six sous les yeux de leurs pères qui ont ensuite été tués. »*

En mars, un cheikh a déclaré aux Nations unies qu'à Mornei, dans le Darfour occidental, jusqu'à seize femmes étaient violées chaque jour en allant chercher de l'eau à la rivière. Les femmes n'avaient d'autre choix que de continuer à se rendre à la rivière pour chercher de l'eau parce qu'elles avaient peur que leurs maris ne soient tués s'ils y allaient à leur place.

L'étendue du problème n'a pas encore été pleinement établie ; ainsi que l'a déclaré une femme, réfugiée au Tchad, à l'un des chercheurs d'Amnesty International en janvier : *« Dans notre culture, c'est une honte ; les femmes cachent cela au fond de leur cœur pour que les hommes ne l'apprennent pas ».*

Les femmes sont en nombre disproportionné parmi les personnes déplacées ayant cherché refuge dans les centres urbains de la région. Elles s'y trouvent sous le contrôle des *Janjawid* et des forces gouvernementales et risquent sans cesse de subir de nouvelles agressions sexuelles. Elles souffrent également d'un manque chronique de nourriture, du fait des délais imposés par le gouvernement soudanais pour accorder l'accès de la région aux humanitaires. Actuellement on estime que cinquante pour cent seulement des personnes déplacées bénéficient d'une assistance humanitaire.

*« L'accès humanitaire et la protection des civils ne doivent pas dépendre de l'évolution des pourparlers de paix de N'Djamena. La communauté internationale doit accentuer sa pression sur le gouvernement soudanais pour qu'il accorde libre accès aux humanitaires dans toute la région du Darfour et qu'il autorise le déploiement d'observateurs internationaux chargés de veiller au respect des droits humains dans la région », a déclaré Amnesty International.*

L'organisation est également préoccupée par le fait que la mission d'enquête des Nations unies dirigée par Bacre Waly Ndiaye, responsable du Bureau du haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies à New York, n'a pas été autorisée à se rendre dans le Darfour, ce qui semble suggérer que le gouvernement n'entend pas sérieusement se préoccuper de la crise des droits humains dans la région.

Le Statut de Rome de la Cour pénale internationale considère le viol comme un crime de guerre et un crime contre l'humanité. Le Soudan est signataire de ce Statut, la communauté internationale doit donc s'assurer que le Soudan respecte ses obligations légales internationales.

Enfin, il est temps que tous les accords de cessez-le-feu et tous les accords politiques engagent les signataires à respecter pleinement les droits humains des femmes. ●

**Amnesty International a lancé une campagne mondiale visant à mettre un terme à la violence contre les femmes. Pour plus d'informations sur la campagne *Halte à la violence contre les femmes*, veuillez consulter le site : <http://web.amnesty.org/actforwomen/index-fra>**

**Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>**